

révoltes

31 mars 2007

« La jeunesse est la flamme de la révolution prolétarienne » (Karl Liebknecht)

POUR UNE ORGANISATION REVOLUTIONNAIRE DE LA JEUNESSE

Face à Sarkozy, Le Pen et Bayrou : Nécessité d'un programme de défense de la jeunesse

Précarité croissante pour la jeunesse.

La situation matérielle, les conditions d'existence de la jeunesse ne cessent de s'aggraver. Les jeunes sont les premiers frappés par le chômage et l'emploi précaire; et tant que subsiste le capitalisme, il en sera ainsi car le chômage est voulu par la bourgeoisie pour contraindre les travailleurs et la jeunesse à accepter les emplois précaires, les petits boulots mal payés, les stages non payés ou vaguement indemnisés, et le développement général de la flexibilité.

Tandis que se développe la précarité, les loyers ont connu une hausse sans précédent, et l'accès aux soins médicaux est de plus en plus difficile et coûteux. Parallèlement, en France comme dans les autres pays, les gouvernements renforcent l'arsenal législatif et policier pour contrôler la population, la jeunesse en particulier. Ils veulent embrigader la jeunesse et, en cas de révolte, pouvoir la réprimer. Il suffit de rappeler les lois Sarkozy contre les « délinquants » - la dernière de février 2007-, les mesures contre les travailleurs immigrés sans papiers, les expulsions de lycéens et d'étudiants sans papiers, et maintenant le projet de Service Civique Obligatoire défendu par Sarkozy, Bayrou et, plus ou moins clairement, par Royal et Buffet.

La bourgeoisie redoute les mobilisations unies de la jeunesse et des travailleurs.

Ce sont les mêmes gouvernements, avec le patronat, qui s'attaquent à la Sécurité sociale, aux droits des retraités et aux droits de la jeunesse ; ceci pour préserver les profits des capitalistes.

Au printemps 2006, la mobilisation pour le retrait du CPE (Contrat première embauche) fut victorieuse. On ne peut oublier les raisons de ce succès:

- l'unité réalisée sur un même mot d'ordre: « retrait pur et simple du CPE », repris par toutes les organisations de la jeunesse, les syndicats, les organisations « ouvrières » (PCF, PS, LO, LCR),
- le refus, dans l'unité, de négocier ce projet comme le proposait le gouvernement,
- l'organisation des étudiants en Assemblées générales et coordination nationale.

Nécessité d'un programme clair de revendications pour la jeunesse.

Mais trop souvent, les organisations de jeunesse, les syndicats et partis ouvriers ne défendent pas les revendications nécessaires à la jeunesse. Parfois même, ils reprennent à leur compte les projets de la bourgeoisie, comme c'est le cas avec le Service civique obligatoire pour tous les jeunes.

Il est donc nécessaire que la jeunesse se dote d'un programme de revendications claires. Et qu'elle se mobilise pour que ses revendications soient reprises par toutes ces organisations. Comme ce fut le cas pour le retrait du CPE. Le document qui suit formule quelques éléments pour fonder un tel programme.

Un autre gouvernement, une autre société.

Mais toute victoire sur une revendication est éphémère si la bourgeoisie reste au pouvoir. C'est pourquoi l'exigence avait jailli lors des mobilisations de 2006 : « Chirac, Villepin, mêmes racailles ! Qu'ils s'en aillent ! ». Mais les dirigeants du PS, du PCF, de l'UNEF refusèrent d'exiger le départ immédiat de Chirac, comme l'avait demandé la coordination nationale (la direction de l'UNEF refusant de reconnaître l'autorité de cette coordination). Aussi la mobilisation cessa-t-elle dès le retrait du CPE.

La question demeure entière aujourd'hui. Il est nécessaire de tout faire pour battre Sarkozy, Bayrou et Le Pen. Or certains disent qu'il n'y aurait pas d'alternative gouvernementale possible. Certes, construire un Parti révolutionnaire est une nécessité. Mais les travailleurs et la jeunesse ne peuvent attendre. Ils cherchent, et c'est normal, à se servir des organisations qui existent, (le PS, le PCF, voire LO ou la LCR), sans avoir nécessairement de grandes illusions à leur égard, mais pour combattre la bourgeoisie et sa politique. Et on ne peut construire d'organisation révolutionnaire si on ne dit pas en même temps, clairement que, dans cette bataille contre Sarkozy, Bayrou et Le Pen, contre l'UMP, l'UDF et le FN, nous sommes pour l'unité des travailleurs et de leurs partis.

Vote classe contre classe.

Vaincre Sarkozy, Bayrou et Le Pen, cela veut dire : voter au premier tour pour l'un des candidats que présentent le PS, le PCF, LO et la LCR, et pour celui restant éventuellement en lice au second tour (vraisemblablement la candidate du PS).

C'est à partir du combat uni pour leurs revendications, pour un véritable gouvernement des organisations ouvrières, que la jeunesse et les travailleurs pourront submerger tous ceux qui refusent de rompre avec le capitalisme, et pourront avancer vers le socialisme.

C'est sur cette orientation que peut et doit être construite une véritable organisation révolutionnaire de la jeunesse, organisation qui est l'objectif des cercles Révoltes.

Des revendications fondamentales pour la jeunesse

1- Droit aux études de son choix, gratuité réelle de ces études

En 1986, la grève générale des étudiants et lycéens avait contraint le gouvernement à retirer le projet de loi Devaquet qui introduisait la sélection à l'Université. Mais les gouvernements successifs n'ont, depuis, cessé de multiplier les mesures pour rendre les études plus difficiles avec comme objectif : sélectionner, orienter selon les besoins des patrons, liquider les diplômes nationaux, privatiser ou soumettre l'enseignement et les universités au contrôle du patronat. Ainsi ont-ils instauré la réforme LMD, appauvri l'Université, encouragé la concurrence entre les établissements, et introduisent-ils une pré-sélection rampante à l'Université, tandis que se prépare l'autonomie des universités. Il convient donc de défendre en particulier les revendications suivantes :

- **Liberté du choix des études** ; interdiction de la présélection déguisée à l'entrée de l'Université (Dossiers et entretiens imposés, pressions pour une réorientation ou refus d'inscription) ; suppression de la sélection en master.
- **Gratuité réelle des études** : suppression de tous les frais d'inscription à l'Université, gratuité des livres, des bibliothèques, gratuité des cantines pour tous, lycéens inclus (cantines organisées par l'État et les collectivités et non pas sous traitées aux firmes privées) et gratuité des restau-U.
- **Défense des programmes et diplômes nationaux** : l'Enseignement public doit rester national, l'Université doit rester nationale !

Les étudiants ont besoin de diplômes et qualifications qui soient reconnus dans les conventions collectives nationales alors que les patrons, pour faire baisser les salaires et avoir des employés soumis, veulent en finir avec ces diplômes et conventions, veulent l'autonomie des universités et en prendre le contrôle.

- **Non à tous les projets d'autonomie des universités ! À bas le système LMD !**

Non à la « professionnalisation » des études selon les besoins locaux du patronat : dehors les représentants patronaux ! **Non à la cogestion de l'Université !** Le rôle du syndicalisme étudiant n'est pas de co-gérer les universités mais de défendre les revendications des étudiants : boycott par les syndicats des conseils d'Université !

Les élèves, les étudiants, ont besoin de professeurs en nombre suffisant, exclusivement recrutés sur des concours nationaux et des critères nationaux : augmentation massive des postes aux concours !

- **Pour les étudiants : allocation d'étude, la même pour tous les étudiants**, indépendamment des revenus des parents (si les parents sont riches, que ceux-ci payent des impôts !) : cette allocation

(d'un montant suffisant pour vivre et étudier) devra être financée par l'État. C'est d'une telle allocation dont les jeunes ont besoin, et de la gratuité des études, et non d'un « prêt pour étudier » qu'il faudra rembourser. De même, ce n'est pas d'un « prêt pour créer une entreprise » dont ils ont besoin à la fin de leurs études, mais d'un véritable emploi.

- **Recherche:** la Recherche ne peut être soumise aux besoins patronaux, particuliers ou à court terme, mais doit satisfaire les besoins – y compris intellectuels - de toute la population. Ceci implique :

Défense de la Recherche publique, du statut des chercheurs! (CNRS, Inserm, Universités...); embauche massive de chercheurs, ingénieurs et agents, d'enseignants-chercheurs. Abrogation de la LOPRI et des PRES (pôles de recherche de l'enseignement supérieur, financés par l'État au profit du privé)

Ce n'est pas aux Universités, à la Recherche, à l'Enseignement d'être aux services des entreprises, ce sont les entreprises qui devraient être au service de la population.

2- En finir avec le chômage et la précarité.

Pour un véritable emploi, à temps plein, sans flexibilité (en CDI ou sous statut de fonctionnaire) :

- **Suppressions de toutes formes d'emploi et types de contrats précaires.**

Toute dérogation doit être suffisamment taxée pour demeurer rare.

Stagiaires : de plus en plus, il est exigé qu'un étudiant fasse des stages, et ceux qui cherchent un travail se voient proposer à la place un stage quasi non payé. L'exigence : au minimum le SMIC pour tout stagiaire, mêmes droits syndicaux pour les stagiaires et limitation de leur nombre.

- **Diminution massive du temps de travail.** Compte tenu du nombre de chômeurs officiels (et de tous ceux qui ne sont plus décomptés ou qui renoncent à trouver un travail) et compte tenu des capacités de production qui existent, les travailleurs sont en droit d'exiger :

- **32 heures de travail par semaine** au maximum, sans perte de salaires ni flexibilité ;

- **8 semaines de repos au moins par an ;**

- **Rétablissement de tous les postes supprimés dans la Fonction publique**, ouverture massive des postes aux concours à hauteur des besoins

Les patrons ne veulent pas embaucher ? Que l'on supprime les énormes et innombrables « aides » « soutiens » et « exonérations » dont bénéficient les patrons et que l'État embauche partout où il y a des besoins.

Suppression de la flexibilité ; retour à une définition hebdomadaire du temps de travail, et à un maximum journalier (incluant repas, pauses et temps où le salarié est « à disposition du patron »); réduction de l'amplitude maximale de la journée de travail. Tout dépassement payé double.

3- Salaires

- **En finir avec la misère : immédiatement, le SMIC à 1500 euros net ;**
- **Pour tous les salariés : rattrapage du pouvoir d'achat perdu depuis 20 ans, hausse et indexation sur un indice des prix contrôlé par les travailleurs** (augmentation automatique selon l'inflation).

4- Droit à la santé :

- **Abrogation de toutes les lois qui se sont attaquées à la Sécurité sociale.**

Pour les étudiants, les jeunes travailleurs et chômeurs :

- **Gratuité totale des soins !**

(Et pas seulement pour une visite annuelle !). Suppression des exonérations de charges sociales qui profitent aux patrons.

5- Droit au logement : blocage des loyers tant qu'il n'y a pas assez de logements

- Construction massives de logements sociaux par l'État (300 000 au moins par an).

- Construction massives de logements décentes et résidences pour étudiants et pour jeunes travailleurs, à hauteur des besoins, par l'État (car les aides et allocations encouragent seulement les propriétaires à augmenter les loyers).

6- Expropriation des trusts et banques

Bien évidemment, la satisfaction de telles revendications est incompatible avec la soumission aux besoins du capitalisme; elle impliquera l'expropriation des entreprises qui délocalisent, qui licencient, à commencer par les quelques dizaines de trusts et banques qui contrôlent 25% du PIB (1000 en contrôlent 75%). C'est sous le contrôle des ouvriers, des salariés que doivent passer ces entreprises

7- Non à l'État policier ! Non à la chasse aux immigrés !

Droit de vote des travailleurs immigrés à toutes les élections. Fermeture des centres de rétention

Abrogation des lois Sarkozy I et II qui, par de nombreuses mesures, rendent plus difficiles les régularisations, facilitent les expulsions, aggravent la situation des immigrés, avec ou sans papiers

8- Non à la politique de l'impérialisme français et au néo colonialisme :

- **Retrait des troupes françaises d'Afrique, du Liban, de l'Afghanistan.**

Il ne sera pas possible de mettre fin à la misère en Afrique et ailleurs tant que ces pays continueront à être pillés par les trusts impérialistes sous la protection des armées françaises, américaines, anglaises.

9- Environnement

C'est la course aux profits qui conduit au pillage des ressources naturelles et à la destruction de l'environnement. Toute mesure immédiate nécessite de s'attaquer à ces profits, et non de rendre plus difficile la vie des jeunes et de la population laborieuse. Au-delà, seule une économie planifiée sous contrôle des salariés peut garantir le progrès économique en préservant l'environnement.

10- Quelle Europe ?

Ni Union des Etats capitalistes ni repli sur l'État national. Le Non massif du 29 mai 2005 a exprimé le rejet d'une Union européenne qui est au service des banques et des trusts. Une telle Union ne peut devenir « sociale » puisque elle est conçue pour faciliter l'exploitation capitaliste. Cette Europe n'est pas réformable. Mais il n'y a pas plus d'issue dans la préservation des États nationaux et de leurs frontières. La seule perspective, c'est celle d'une fédération d'Etats socialistes de toute l'Europe, d'une Europe où les entreprises expropriées et les Etats sont sous contrôle des travailleurs et de la jeunesse, sans privilèges ni bureaucraties.

Nécessité d'une organisation révolutionnaire qui combatte pour l'unité des travailleurs, de la jeunesse et de leurs organisations.

Parmi les revendications ci-dessus que défend Révoltes, quelques unes sont également défendues, plus ou moins, par d'autres organisations; mais beaucoup ne le sont pas du tout (par exemple : le refus clair et net du Service Civique obligatoire).

Et Révoltes propose que ces revendications soient reprises par toutes les organisations de la jeunesse et du mouvement ouvrier. Comme ce fut le cas pour le retrait du CPE. Car s'il est nécessaire de critiquer (par exemple les programmes du PS ou du PCF), il faut réaliser le Front unique face aux capitalistes.

Ce qui veut dire, pour l'élection présidentielle : toutes les organisations ouvrières (PS, PCF, LO, LCR...) doivent déclarer immédiatement, et sans attendre le soir du premier tour, qu'elles appelleront à voter pour le ou la candidate de ces organisations qui serait présent au second tour.

Défendre des revendications claires, et se prononcer pour l'unité sans condition face à Sarkozy, Bayrou et le Pen, est aujourd'hui une nécessité pour battre ces trois candidats de la bourgeoisie.

31 mars 2007